



En Bolivie, l'information et le journalisme persécutés

Depuis le départ du président bolivien Evo Morales, poussé à la démission par une volte-face de l'armée et la police, faisant suite à un rapport controversé de l'Organisation des Etats américains (OEA), la suite des événements et violences ne peut laisser l'ombre d'un doute : un violent coup d'Etat est en cours et la répression, voire les assassinats sommaires, de partisans de l'ancien chef de l'Etat d'origine indigène se multiplient.

Dans ce contexte, le journalisme est une nécessité. Rendre compte de la réalité de terrain est indispensable pour connaître la vérité.

Le gouvernement, dirigé par la présidente autoproclamée Jeanine Añez, a décidé de s'en prendre aux journalistes des médias publics boliviens, ainsi que des médias étrangers, considérés proches des soutiens d'Evo Morales.

Avant même la démission d'Evo Morales, les violences contre les journalistes ont été une des premières armes de l'opposition bolivienne de droite ultra-conservatrice, voire raciste. Assimilés à des partisans du gouvernement, les journalistes et travailleurs des médias du service public ont été agressés, humiliés et empêchés de travailler. Les membres du gouvernement ont été harcelés, séquestrés, leurs maisons incendiées, ils durent démissionner sous la menace de représailles contre leurs familles.

C'est dans ce contexte qu'Evo Morales a démissionné pour mettre un terme à la violence de l'opposition et éviter un bain de sang.

Le rapport de l'OEA, une organisation avec une histoire marquée par l'alignement sur la politique des Etats-Unis, qui se poursuit aujourd'hui dans son acharnement contre Cuba, le Nicaragua et le Venezuela, est contesté y compris par des chercheurs américains du Centre pour la recherche économique et politique (Center for economic and policy research) de Washington.

Aujourd'hui en Bolivie, des journalistes sont persécutés pour ne pas rendre compte des faits. Ce week-end, des journalistes argentins de quatre médias différents ont dû se réfugier dans l'ambassade argentine et être exfiltrés vers leur pays. Les médias Bolivia TV, Abya Yala TV et plusieurs autres ont été attaqués ; le directeur de Radio Patria Nueva a été attaché à un poteau et maltraité.

La ministre de la communication, Roxana Lizárraga, a intimidé les professionnels du journalisme qui couvrent les manifestations, affirmant que « le gouvernement agira selon la loi contre les

journalistes qui soutiennent la sédition ». Ce sont des menaces intolérables contre la liberté d'information et la liberté de la presse.

Ce qui se passe en Bolivie est un coup d'Etat sanglant. Le SNJ-CGT et le SNJ appellent tous les journalistes français et francophones à ne pas avoir peur des mots et à appeler les choses par leur nom. Nous apportons également toute notre solidarité à tous nos collègues boliviens et sud-américains, par l'intermédiaire de la FEPALC et de la FIJ.

Le 18 novembre 2019.